

/ Quand l'EUP interroge ses anciens élèves

Née de la réunion de l'Institut d'urbanisme de Paris (IUP) et de l'Institut français d'urbanisme (IFU), l'École d'urbanisme de Paris (EUP) a fêté en 2019 ses 50 ans et un siècle d'histoire.

D'abord quelques explications sur cet étonnant anniversaire de l'EUP, qui apparaît au premier abord comme une création récente (2015). Ses deux composantes ont une longue histoire. L'IUP est l'héritier de l'École des hautes études urbaines créée en 1919 à l'initiative du Conseil général de la Seine, qui, rattachée à la Sorbonne en 1924, deviendra l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris (IUUP). De son côté, l'IFU ne porte son nom que depuis 1985, alors que sa création effective remonte à 1969, avec la naissance du département d'urbanisme du centre universitaire expérimental de Vincennes. Devenu en 1976 l'Institut d'urbanisme de l'académie de Paris (IUAP), puis rebaptisé IFU, il s'installe en 1991 à Marne-la-Vallée. Cette histoire est très bien restituée par l'exposition *Figures des instituts d'urbanisme* (cf. ci-dessous).

FORMER DES PROFESSIONNELS AGILES

L'EUP, qui est dirigée par deux codirecteurs, Taoufik Souami et Marcus Zepf, a consacré un premier événement, le 17 mai 2019, aux « Instituts d'urbanisme, hier, aujourd'hui et demain », qui permettait d'entendre les témoignages de figures importantes de cette histoire : Pierre Merlin, Charles Goldblum, Annick Osmont, Michèle Jolé, Gabriel Dupuy, Michel Savy...

Un deuxième événement intitulé « 50 ans d'histoire, 50 ans à venir » était organisé, le 18 octobre 2019, autour de deux interrogations : « Quels seront les métiers et les pratiques de l'urbanisme au cours des cinquante prochaines années ? Quels rôles devraient jouer la formation et la recherche face à ces avenir ? » Pour éclairer ces questions, l'EUP avait choisi de faire témoigner des anciens diplômés des deux instituts revisitant leurs parcours, mobilisant leurs expériences professionnelles, et exprimant leurs visions des évolutions en cours. L'occasion de rappeler qu'au cours des vingt-cinq dernières années, les deux instituts et l'EUP ont formé près de 6 000 diplômés, occupant aujourd'hui des fonctions très diverses en France comme à l'étranger.

La première table ronde, introduite par Gabriel Dupuy, ancien directeur de l'IUP (1976-1980), a ainsi donné la parole à Fouad Awada, actuel directeur général de l'Institut Paris Région, et à Vincent Fouchier, directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence, président du groupe « Urbain » de l'OCDE (cf. p. 12-13). La deuxième table ronde était centrée sur des professionnels toujours en poste à l'international ; la troisième mettait en valeur des personnes ayant commencé leur carrière à l'étranger, avant de revenir travailler en France comme Manon

L'EXPOSITION FIGURES DES INSTITUTS D'URBANISME

Le hall du bâtiment Bienvenue à Marne-la-Vallée a accueilli une belle exposition proposant une exploration de l'histoire des deux instituts constitutifs de l'EUP, l'IFU et l'IUP, qui ont joué un rôle prépondérant dans l'urbanisme en France. Elle le fait à travers une introduction à ses principaux jalons et la présentation de figures d'anciens enseignants ou diplômés aujourd'hui disparus. Leurs portraits – de Jean Alaurent à Stéphane Yerasimos en passant par Henri Sellier, Henri Prost, Pierre Lavedan, Gaston Bardet, Jean Royer (le créateur d'*Urbanisme*), Carlos Maria della Paolera, Henri Lefebvre, Anatole Kopp, Robert Auzelle, Robert

de Caumont, Jacqueline Beaujeu-Garnier (la seule femme), François Ascher, Marcel Roncayolo, Michel Coquery – livrent ainsi une part de l'histoire générale de l'urbanisme. Les trajectoires des femmes diplômées (peu nombreuses) et des étudiants chinois de l'entre-deux-guerres sont également présentées. En lien avec le service de coopération universitaire de l'ambassade de France à Pékin, cette exposition a été présentée en octobre 2019 dans plusieurs universités chinoises – de Pékin, Tianjin, Nankin et Shanghai – dont ces étudiants étaient originaires. Et un événement a été organisé, le 5 novembre 2019, sur le thème « Femmes, urbanisme et formation

à l'urbanisme » par Anne Jarrigeon, maîtresse de conférences à l'EUP, et Lucile Biarrotte, diplômée en urbanisme (de Paris I) et doctorante au Lab'Urba. Comme le soulignent les auteurs de l'exposition (Félix Adisson, Laurent Coudroy de Lille, Clément Orillard, Taoufik Souami, enseignants à l'EUP) liée aux fonds conservés à la bibliothèque Poète et Sellier de l'EUP, celle-ci est une incitation à continuer d'explorer « cette histoire des instituts et de l'urbanisme ». Ses panneaux sont visibles sur le site internet de l'EUP. / **A. L.**
www.eup.fr/presentation/50-ans-et-100-ans-de-l-ifu-et-de-l-iup/

Goutorbe, en poste à l'Établissement public foncier (EPF) d'Ile-de-France, qui avait travaillé à la requalification de bidonvilles en Équateur avant d'intervenir avec l'AFD en Colombie.

La quatrième table ronde animée par Sonia Guelton était consacrée aux partenariats entre la formation et les opérationnels. Parmi ces derniers, on retiendra la figure emblématique de Pierre Conroux, DEA de l'IUP (1982), ancien directeur de l'urbanisme de la Ville de Créteil. Selon lui, si les formations dans les Instituts pouvaient paraître « *avant trop généralistes et pas assez professionnelles [...] attention à ne pas faire l'inverse aujourd'hui* ». Car, « *il faut se préparer à de nouveaux métiers* ». De son côté, David Mégrier, directeur départemental chez Immobilière 3F, important bailleur social francilien, souligne l'intérêt de la convention entre

3F et l'EUP pour des stages qui débouchent sur des embauches (3 en trois ans). Il pointe cependant un manque à l'EUP: la formation au management.

En introduction de cette dernière table ronde, Alain Bourdin, ancien directeur de l'IFU (2003-2011), avait pointé que « *les employeurs attendent l'agilité au moins autant que la spécialité* ». Or, comme le confirme Sébastien Harlaux, directeur de projet (Une Fabrique de la Ville), l'accélération des évolutions de type AMI « Réinventer » et une forme de dispersion des pratiques accroissent cette nécessité de s'adapter en permanence. Vincent Dubroca (agence KWBG – Bordeaux) insiste cependant sur l'accélération pour les territoires attractifs et le décalage avec ceux « *où il ne se passe pas grand-chose* ». Un défi majeur pour l'urbanisme contemporain. / A. L.

/ Au-delà de l'effervescence

La chaire Aménager le Grand Paris de l'EUP¹ s'interroge sur « les mutations des métiers, des acteurs et des modes de production de la ville ».

« **L**a chaire de l'EUP n'est pas un simple mécénat d'entreprise, mais s'inscrit dans un processus de coproduction de connaissances. » C'est ainsi que Daniel Béhar, professeur à l'EUP, a introduit la soirée du 19 novembre qui visait à restituer les travaux des douze séances du séminaire et deux séries d'entretiens menés par des chercheurs de la chaire avec, d'une part, des acteurs fortement impliqués dans l'aménagement du Grand Paris et, d'autre part, des acteurs récemment entrés dans le jeu. Hélène Dang Vu (EUP, Lab'Urba), qui a animé le chantier « métiers » de la chaire, précise que deux focales ont été retenues: les parcours des professionnels et les structures « nouveaux entrants ». D'où l'orientation des trois tables rondes successives de la soirée: « *Quand les frontières entre secteurs public et privé s'estompent* », « *Des organisations qui se recomposent autour des fonctions et compétences* », « *Mais alors qui joue l'ensemblier aujourd'hui?* ».

Les débats ont permis aux professionnels de présenter des parcours extrêmement révélateurs d'une porosité, voire d'une hybridation entre les différents métiers, et d'une mobilité croissante. Guillaume Pasquier, ancien directeur délégué de l'Établissement public Paris-Saclay, puis directeur du Groupe La Française, vient juste de le quitter pour prendre la direction du développement d'ECT, entreprise spécialisée dans la récupération de la terre inerte des chantiers franciliens. ECT s'inscrit dans le cadre de l'économie circulaire: « *Son client est celui qui apporte la terre*. » Autre parcours illustrant un passage du public au privé: Lise Mesliand, ancienne directrice de l'aménagement de l'EP Paris-Saclay, est maintenant directrice déléguée « projets urbains » chez Linkcity, filiale du groupe Bouygues très présente dans les AMI. Benoît Labat, en poste pendant sept ans à la Société du Grand Paris, a monté avec trois associés, il y a moins d'un an, la structure Kareg IM spécialisée dans la transformation de bureaux en logements. Une manière pour lui de « *donner du sens à la suite de son parcours* ». Anne Pétillet, elle, est directrice du syndicat d'études de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis, après des passages dans les trois fonctions publiques et un EPA. Elle y voit « *des hasards heureux* ».

La table ronde sur les « nouveaux entrants » est tout aussi révélatrice. Marie-Pierre Guillonnet, après vingt-cinq ans de projets

immobiliers, a monté une structure personnelle, Talim, pour « *transmettre sa connaissance de la maîtrise d'ouvrage privée à des maîtres d'ouvrage publics* ». Flore Trautmann a fondé Le Sens de la Ville (cf. p. 60) après plusieurs années chez un promoteur. Olivier Mollard, ingénieur de formation, a créé avec un collègue l'Agence 360 d'urbanisme et de conseil, « *avec un pied dans les processus amont et un pied dans les chantiers sur le terrain* », entre Paris et Bordeaux. Clément Théry, normalien, sociologue urbain, pilote la cellule « développement grands projets innovants » du promoteur Ogic. Fabrice Martinez (Cultplace) gère sept lieux de vie atypiques, dont le premier a été La Bellevilloise.

LE MANQUE D'UNE VISION POLITIQUE

La dernière table ronde sera plus politique. Ariane Bouleau-Saïde dirige la SEM PariSeine, « *couteau suisse de la Ville de Paris* ». Sophie Schmit a récemment quitté Linkcity pour rejoindre la Société du Grand Paris (SGP). Max Castro représente la Compagnie de Phalsbourg, « *investisseur et non promoteur* », que les AMI ont révélé médiatiquement. Jean-Louis Subileau, Grand Prix de l'urbanisme 2001, est le fondateur d'Une Fabrique de la Ville, avec Guillaume Hébert. Il fait le constat d'un « *affaiblissement de la sphère publique* », dont l'affaire de la gare du Nord lui paraît révélatrice – que récusent les autres intervenants. Ariane Bouleau-Saïde souligne la force de la Ville de Paris, qui n'a pas abandonné ses prérogatives de puissance publique. Sophie Schmit explique que la SGP se donne les moyens de « *piloter le développement urbain autour de ses gares* ». Max Castro relève que « *le public délègue au privé* », mais que l'ensemblier reste le politique. Pour Jean-Louis Subileau, il faut prendre les problèmes – les fractures urbaine et sociale – à la bonne échelle, métropolitaine. Mais « *il manque justement une vision politique de la structuration de la métropole* ». Sur ce point, personne ne le démentira. Mais c'est un autre débat que la prochaine « Journée Grand Paris » de l'EUP abordera, le 16 janvier 2020, autour du thème des « disparités du Grand Paris. » À suivre. / A. L.

^① Créée en juillet 2017 avec cinq partenaires publics – la Banque des Territoires/Caisse des Dépôts, CDC Habitat, l'Établissement public foncier d'Ile-de-France, Grand Paris Aménagement et la Société du Grand Paris –, la chaire a élargi, début 2019, son partenariat à des acteurs privés.

/ Retour au sol

« Comment penser les mutations contemporaines de l'urbanisme ? »

Tel était le thème du premier séminaire de l'axe 2 du Lab'Urba¹, le 27 novembre 2019.



Photo extraite du guide *Places du Grand Paris* (cf. page 9)

© TVK/TN+/Julien Lelièvre

Et si un séminaire était la meilleure façon d'appréhender des chercheurs au travail ? Surtout quand le thème s'affiche ouvert : « Comment penser les mutations contemporaines de l'urbanisme ? » Une interrogation qui fait écho au thème de ce dossier. C'est pourquoi la revue est partenaire de la séance. Et son rédacteur en chef à l'écoute... Ouvrant le séminaire, Joël Idt souligne son objectif : cerner l'apport spécifique des chercheurs en urbanisme à la réflexion de l'axe 2 du Lab'Urba, « Reconfigurations de l'action : politiques urbaines et pratiques de l'urbanisme ».

Première à intervenir, Nadia Arab (Lab'Urba, UPEC) commence par rappeler qu'elle n'est pas sociologue urbaine, mais sociologue des organisations. Sa « rencontre avec l'urbanisme » s'est effectuée à travers « son intérêt pour la pratique des aménageurs ». Comment alors définit-elle l'urbanisme ? Comme « une activité sociale dotée d'un objectif particulier : la transformation des espaces dans leur matérialité ». Précisions importantes : cette activité est « collective » (elle réunit un ensemble d'acteurs), « intentionnelle » (et même multifinalisée), « professionnelle » (elle engage une responsabilité et s'effectue dans un cadre juridique).

Nadia Arab propose ensuite d'analyser « trois faits émergents ». Le premier se déploie à travers « un nouveau cycle dans la façon d'aborder les fonctions primaires » telles que la charte d'Athènes les avait énoncées – habiter, travailler, se recréer, circuler – auxquelles s'ajoute désormais « la sortie de l'anthropocène ». Cette dernière reste cependant « embryonnaire dans la pratique ». Le deuxième met en jeu un contexte de restriction des dépenses publiques et « une activité d'urbanisme sans constructibilité ». C'est le cas de Roubaix, où il y a du foncier disponible, mais personne ne veut l'acheter. Autre exemple : la rénovation du

centre-ville à Châlons-en-Champagne sans construction neuve mais beaucoup de réhabilitations, de restructurations, de rénovations de rez-de-chaussée... Troisième fait émergent : une volonté de réintroduction de la « ville productive », par exemple autour de filières d'économie circulaire (notamment dans le BTP). Martine Drozd, géographe (Latts, CNRS), présente les mutations de l'urbanisme londonien. Elle souligne d'emblée « la privatisation accrue de l'expertise de l'aménagement », qui pose un problème d'accès à l'information. Côté doctrines, elle discerne trois tendances récentes, toutes dominées par l'impératif d'austérité : l'adaptation au changement climatique (urbanisme frugal, décentralisation politique, recherche d'autonomie énergétique) ; une perte de savoir-faire du secteur public du fait de la privatisation de l'investissement, des services et des études ; une tentative de contrôler l'offre de logements (par exemple, l'équivalent londonien de la RATP cherche à valoriser les terrains autour des stations). Du côté des pratiques, elle fait le constat du *property-led*, y compris pour les projets stratégiques comme les JO de 2012, d'une planification urbaine limitée au tracé des infrastructures de transport, d'un renforcement de l'expertise privée dans la définition des projets urbains, qui deviennent en fait une juxtaposition de projets immobiliers.

Avec le troisième intervenant, Pierre-Alain Trévelo, architecte (agence TVK), on a affaire à un « praticien réflexif », pour qui « l'économie du foncier est un vrai sujet ». Et dont la préoccupation est « l'architecture du sol », l'espace public comme vaste enjeu de l'urbanisme. Le concepteur évoque « une pensée de l'infrastructure » comme « médiation entre nous et la terre ».

Après les trois exposés, Hélène Dang Vu se demande : « Est-ce que l'urbanisme, c'est d'abord la maîtrise du foncier ? » De son côté, Julien Aldhuy pointe la nécessité d'inscrire l'urbanisme dans des modèles de société, dans des visions du vivre-ensemble. Le débat rebondit ensuite autour du « faire » et de ses métiers. Avec une tension entre des positions alternatives « ne pas faire », et la recherche d'« autres manières de faire ». Julien Aldhuy revient sur la nécessaire politisation du débat public. Nadia Arab acquiesce : « L'urbanisme est fondamentalement politique. » En contrepoint final, Martin Vanier constate « les effets de convergence des trois exposés » autour de la question du foncier, alors qu'il s'attendait à des analyses plus centrées sur les mutations sociotechniques. Il s'étonne aussi de l'absence de la dimension sociale. Un thème pour un prochain séminaire ? / A. L.

^① Le Lab'Urba se définit principalement par son inscription dans l'École d'urbanisme de Paris (EUP). Son périmètre associe également des enseignants-chercheurs, notamment au sein du département de géographie de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), du département de génie urbain de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM) et de l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). Le Lab'Urba est dirigé par Julien Aldhuy (directrice adjointe : Sophie Didier). www.laburba.com/

/ Buzz ou transformations silencieuses ?

Pour décoder les évolutions actuelles de l'urbanisme, et comprendre leur impact sur l'enseignement et la recherche, il faut dépasser les manifestations les plus visibles.

Par Hélène Dang Vu (École d'urbanisme de Paris, UPEM, Lab'Urba) et Joël Idt (département génie urbain, UPEM, Lab'Urba)

Ces derniers temps, la recherche comme l'enseignement de l'urbanisme sont agités par ses nombreuses transformations. On trouve de nombreuses manifestations de cette effervescence et des questionnements qui l'accompagnent, avec un florilège de livres ou d'événements (à commencer par les 50 ans d'un certain nombre d'instituts d'urbanisme et d'aménagement dans toute la France).

Le succès de ces manifestations traduit une certaine difficulté des chercheurs comme des acteurs à lire et expliquer les changements. Plusieurs registres de questions y sont d'ailleurs abordés : les uns discutent du sens de l'évolution et du renouvellement des enjeux comme des problèmes auxquels la pratique de l'urbanisme doit répondre, les autres interrogent les transformations des cadres de production (résultant de l'internationalisation de la production, de réformes territoriales, de contractions budgétaires, etc.) et d'autres encore questionnent l'évolution des systèmes d'acteurs, des milieux professionnels et des modes opératoires employés (nouveaux dispositifs et outils mobilisés).

Ambitions, contextes, acteurs, méthodes de l'urbanisme sont donc successivement réinterrogés. Face à ce bouillonnement apparent, nous souhaitons ici mettre en garde contre deux écueils à leur compréhension, pourtant connus mais qu'il n'est pas inutile de rappeler en marge de ce dossier.

SIGNAUX FAIBLES

Le premier renvoie à la survisibilité d'une actualité foisonnante et rapide, face à des transformations plus silencieuses, masquées, s'opérant sur un temps plus long et qui de ce fait n'attirent pas les projecteurs. Le flux incessant de nouvelles politiques urbaines, qui tendent à vouloir tirer un trait sur les anciennes, contribue de manière significative à ce foisonnement. On pense par exemple aux très médiatiques appels à manifestation d'intérêt (AMI) en aménagement. Même s'il peut y avoir un intérêt à les appréhender comme des signaux faibles, rappelons que ceux-ci ne couvrent pourtant qu'une part infime des opérations d'aménagement ou de la production de logements. Qui est en revanche capable aujourd'hui de dresser un état des lieux sérieux de la montée en puissance, probablement significative mais peu visible, des procédures de Projets urbains partenariaux (PUP) dans les communes « ordinaires » des périphéries ? Qui encore se soucie des transformations des traditionnels contrats

de concession d'aménagement, de leurs équilibres financiers et de la répartition de la prise de risques entre collectivités et aménageurs ?

Le second renvoie à l'entrée de « nouveaux acteurs » dans le champ de la production urbaine, des acteurs de la *smart city* et des start-up en vogue aux experts de tous bords en agriculture et légumes urbains, en économie circulaire métabolisée ou encore en design des politiques publiques.

Ces nouveaux venus remettent en question la place et la légitimité de ceux qui revendiquent le titre ou la fonction d'urbaniste, ce qui accentue le caractère flou des frontières du champ professionnel. La production des villes n'a pourtant jamais été le monopole des urbanistes, et les nouveaux entrants ne sont pas toujours si nouveaux. Le rôle central des ingénieurs, passé et toujours actuel, en témoigne, même si leurs expertises se sont renouvelées en tirant vers l'environnement ou le numérique.

On pourrait dire la même chose du monde de la promotion, des investisseurs ou des filiales bancaires. Ajoutons que les expertises proposées

par une partie des jeunes petites structures, souvent présentées comme « agiles », du champ de l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), sont surtout celles de professionnels qui ont exercé chez des acteurs conventionnels du champ. Les missions assurées par ces nouvelles AMO sont mises en visibilité du fait de leurs externalisations et l'expertise proposée est certainement plus importante, car approfondie et appliquée à un plus grand nombre de cas. Pour autant faut-il les considérer comme de nouveaux entrants ? Rien d'évident à cela.

Autant d'éléments qui laissent donc penser que les débats sur les professions et les formations du champ font parfois écran aux évolutions de fond comme aux permanences des pratiques. Ce dernier paradoxe interroge surtout les méthodes traditionnelles de l'urbanisme, qui semblent en réalité bien fragiles.

Alors que beaucoup d'urbanistes réfléchissent encore à travers les seules catégories de plan ou de projet, on constate que la production de la ville prend aujourd'hui des formes beaucoup plus diverses : la prospective en matière d'équipements publics et de commerces, la gestion d'espaces naturels et agricoles, voire la densification en dehors des politiques et des projets d'aménagement dans les périphéries étendues des agglomérations.

Autant d'objets que les urbanistes de demain gagneraient à se (ré)approprier. / **Hélène Dang Vu et Joël Idt**

Les nouveaux entrants ne sont pas toujours si nouveaux